F.S.U. 27

Déclaration de la FSU 27 au CSA SD de l'Eure

mercredi 1er avril 2026

Madame la Directrice Académique,

Au sein de l'Éducation nationale, les budgets se suivent et, malheureusement, se ressemblent. Celui porté par le gouvernement de Sébastien Lecornu ne fait pas exception. Une nouvelle fois, les choix opérés se traduisent par des suppressions de postes, au détriment du service public d'éducation.

Dans notre académie, sous couvert d'une baisse démographique, ce sont ainsi 118 équivalents temps plein qui sont supprimés dont 108 dans les collèges de l'académie. Dans le département de l'Eure, cette politique se décline encore plus durement : 34 postes supprimés, pour un plafond d'emplois en baisse de 29 postes. Les seules créations concernent des postes ULIS, que nous saluons, mais qui sont financées à moyens constants, donc au prix de nouvelles suppressions ailleurs et 15 collègues de collège se retrouvent en mesure de carte scolaire. Dans le même temps, dans le premier degré, parmi les 66 fermetures de classes, 10 le sont pour ouvrir des postes de coordonnateur PAS. Nous dénonçons le fait que l'inclusion continue de se faire à moyens constants au détriment des conditions d'apprentissage de tous les élèves et des conditions de travail des collègues. La mise en place des PAS suscite d'ailleurs de grandes inquiétudes, notamment chez nos collègues AESH et nous regrettons que pour répondre aux questions et aux inquiétudes des collègues on ne leur propose qu'une réunion en visio de 45 minutes sur la pause méridienne. Quel mépris pour leurs conditions de travail ! La FSU 27 réitère son opposition à la logique des PAS.

Pour revenir à la carte scolaire second degré, si nul ne conteste les évolutions démographiques, celles-ci ne sauraient justifier les choix qui sont faits par le gouvernement. Bien au contraire : la baisse des effectifs devrait constituer une opportunité historique pour améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des personnels. Or, aujourd'hui, les classes surchargées demeurent la norme et la France se situe toujours largement au-dessus du nombre moyen d'élèves par classe par rapport aux autres pays européens.

Ces décisions sont d'autant plus incompréhensibles qu'elles vont à rebours des réalités sociales de notre territoire. Une étude récente du Haut Commissariat à la Stratégie et au Plan, fondée sur le suivi de 18 000 jeunes pendant 16 ans, montre que l'exposition précoce à la pauvreté, dès la sixième, a des conséquences durables sur les parcours de vie. Ces difficultés sociales se traduisent par des obstacles scolaires précoces et, à terme, par un risque accru de précarité et de chômage. La reproduction des inégalités est à l'œuvre, bien loin de l'idéal républicain d'égalité, ce que souligne aussi la cour des comptes dans son rapport de mai 2025. Or dans notre département un enfant sur trois vit dans une famille à bas revenus selon la CAF. L'IPS moyen de nos collèges publics est inférieur à la moyenne nationale.

Pourtant, le Haut Commissariat à la Stratégie et au Plan souligne l'importance d'une action publique précoce, notamment au collège, à travers des politiques ambitieuses de mixité sociale et de soutien renforcé.

La baisse démographique devrait donc être une aubaine pour agir davantage, et non un prétexte à faire des économies : il faut rappeler que la part du PIB consacrée au financement de l'éducation nationale n'a cessé de baisser depuis les années 1990. Le constat est sans appel : une société qui laisse ses enfants grandir dans la pauvreté renonce à l'égalité. Les choix budgétaires actuels participent de cette rupture du principe républicain. Et au lieu de faire ces choix, on impose à 6 des collèges eurois le plan « Collèges en progrès » en leur demandant de faire mieux mais avec les mêmes moyens !

Dans ces conditions, comment accompagner tous les élèves vers la réussite ? Comment lutter efficacement contre le décrochage scolaire ? Comment apaiser un climat qui se dégrade dans les établissements ?

La souffrance des personnels, elle, est bien réelle. La multiplication des fiches SST en témoigne. Malgré un recours accru aux personnels contractuels, les remplacements restent trop souvent non assurés, parfois même pour des raisons strictement budgétaires. À cela s'ajoute une dégradation des droits, comme le plafonnement des indemnités journalières en cas d'arrêt maladie à 90 % du salaire, mesure que nous continuons de dénoncer et dont nous demandons l'abandon.

Dans certaines disciplines, la situation devient critique. En lettres, par exemple, 13 postes sont supprimés dans le département, dont quatre mesures de carte scolaire, sans qu'aucun poste vacant ne soit proposé au mouvement. Nous demandons des réponses claires quant aux modalités de réaffectation des collègues concernés.

Face à cette situation, nous réaffirmons la nécessité d'un véritable plan d'investissement pour l'Éducation nationale. Cela passe par l'annulation de toutes les suppressions de postes et des fermetures de classes, par des créations de postes à la hauteur des besoins, et par des moyens permettant d'améliorer concrètement les conditions d'enseignement et d'apprentissage.

Cela implique également de garantir des dédoublements pérennes dans toutes les disciplines, de flécher de manière pérenne des moyens pour les langues à faible diffusions (allemand, italien, portugais) et les LCA, de reconnaître enfin un véritable statut et un salaire digne pour les AESH, et de recruter massivement des enseignants, mais aussi des CPE, AED, Psy-EN, infirmières scolaires, assistantes sociales, personnels administratifs.

C'est pour obtenir l'annulation des suppressions de postes et un plan d'urgence pour l'École que notre organisation, en intersyndicale, a appelé à la grève et à manifester hier mardi 31 mars.

Nous remercions enfin les services pour les documents et le travail fournis dans le cadre de la préparation de ce CSA-SD.

E/D : 25,9 hors EP,

Moyenne sur le dép avec ULIS : 25,5

Postes UPE2A

Maintien de poste en allemand

Demande de l'ouverture du poste de portugais sur Ariane Vernon

donc 6 créations de postes

33 suppressions

1 transformation

LM : 11 suppressions sur 232

LC : 2 suppressions sur 49

Maths : 3 suppr sur 228

Allemand : 32 postes

Espagnol : 2 suppressions sur 91

Anglais : 2 suppressions sur 196

HG : 2 suppressions sur 174

SVT : 1 suppressions sur 99

Techno : 3 suppressions sur 99

EPS : 6 suppressions sur 199

CSA sd 27 19 mars 2026

Listes des postes ULIS du 16 mars avec la circulaire spéciale ULIS : manquent les 5 nouveaux dispositifs, celui de Bourneville, ceux de Risle Seine à Pont Audemer et de Boismard à Brionne. Mais il y a le Hamelet et Lipinska .

Pour CSA académique :
- création de postes en portugais : voir avec M. Rougeau pour Ariane/St Marcel
- création de postes UPE 2A

Poste de LM à Fleury (départ en retraire, galilée, RQTH, latin : les deux heures de 3e).

Situations des lettres : création du poste de Dumézil, poste libéré à l'inter à Paul Bert ?

Beaumont le Roger :
BMP anglais avec 2 HSA : la DOS l'a signalé au chef

Fleury :
Le principal n'a pas envoyé les documents en amont du CA en disant que le seul document qu'il est tenu de présenter est le document officiel où figurent le nombre d'HP et d'HSA et en aucun cas ses tableaux de répartition. Prétexte de délais trop serrés, refus de faire le CA après les vacances « parce que lui est le principal de Fleury »… Pourtant deux CA : pas de présentation de l'utilisation de la marge, des modifications entre le conseil péda et le CA sur les dédoublements. A fait disparaître les deux heures de latin. Choix pédagogiques pas discutables parce qu'il est le premier responsable pédagogique de l'établissement. Et refus de suspension de séance. Voir PV de CA.

Lettres classiques : infos contradictoires : CSD en lettres donc : 10h à Fleury/8h ; si je me souviens bien, 8.5 HSA. 2 heures de latin en moins : cela a été présenté comme une décision de Mme Moncada.

Fougères : Création de poste aux Fougères en physique Chimie : 9h + 1h de labo. Reste 22 heures plus une heure de labo.

Politzer : REP+ demande d'audience
Mais au-delà carte de l'EP sur Evreux avec Jaurès et Navarre (ex : IPS en dessous de Dunant dans ces deux collèges)

Rostand : Question du postes d'EPS à Rostand (certes pas pourvu mais parce que mutation à Bora Bora)
Question de l'italien à Rostand : volonté de le supprimer. Italien rétabli en 5e mais inquiétude.

GDGA : vote contre la suppression du poste de français.

Vernon Ariane :
Lettres classiques : dernière collègue arrivée ?

portugais sur trois établissements

Arts plastiques : Magali Maître Jean à **Grand Bourtheroulde**

AUTRES :
Aristide Briand
situation de M. Antony Kitts
Situation de Madame Mariana Stelko
Lycée de Verneuil